



Le SDF (Social Democratic Front) n'entend pas laisser impuni ceux des membres du gouvernement responsables des « tueries » du 1 octobre dernier. C'est en tout cas une information rendue public par communiqué à la sortie de son dernier comité exécutif tenu à Ntarikon chez le chairman Ni John Fru Ndi il y a quelques jours.

Le premier parti d'opposition au Cameroun exige l'ouverture d'une enquête parlementaire pour faire la lumière sur les violences meurtrières survenues dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Le SDF compte bien trainer en justice ceux des membres du gouvernement qui à ses yeux sont auteurs de l'escalade des tensions.

« Les ministres qui ont passé leur temps à propager la haine qui a d'ailleurs entraînée les atrocités observées doivent être traduits en justice » a déclaré Jean Rober Waffo, responsable à la communication du SDF.

Le parti de Ni John Fru Ndi a profité de l'occasion pour s'exprimer sur la forme de l'Etat « La position du SDF est claire, c'est un fédéralisme à deux Etats, nous devons reconstituer les camerounais avec leur histoire ». Conclura Jean Rober Waffo.

En rappel, le SDF a déclaré au cours du comité exécutif que son congrès au regard de l'environnement sociopolitique du Cameroun se tiendra plutôt en février 2018.